



Canada : L'université quasi-gratuite au Québec

Par Isabelle Paré
Canada

« Malgré tout, la majorité des étudiants québécois terminent leurs études avec une dette moyenne de 11 200 euros. »

Le Canada fait bande à part en Amérique du Nord, où la facture des études universitaires peut atteindre des sommets exorbitants. A la différence des pays anglo-saxons, le Canada constitue une aubaine sur le continent, puisque la facture liée à l'enseignement supérieur demeure modeste pour l'étudiant. Et le Québec, plus que toutes les autres provinces, fait figure de village gaulois dans cette mer anglophone, puisque depuis les tout débuts de la refonte de l'enseignement supérieur en 1969, on y garantit la quasi-gratuité des études universitaires.

Depuis cette date, il en coûte grosso modo 1 500 euros (1 975 francs) pour accéder aux bancs des universités québécoises, peu importe les champs d'études. Une somme qui paraîtra très loin de la véritable gratuité aux yeux d'étudiants français, mais minimale par rapport aux 30 000 euros par an réclamés par l'Université Harvard à Boston, ou aux frais de scolarité de 3 700 à 15 000 euros facturés par la plupart des universités américaines.

Le choix de frais minimaux et uniformes constitue la pierre angulaire de la politique de financement des universités québécoises qui touchent des subventions atteignant 2,1 milliards d'euros par an. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec se trouve à financer 54% des coûts de la formation universitaire. Les universités tirent le reste de leurs revenus des subventions versées par le gouvernement fédéral (14%), des frais payés par les 200 000 étudiants universitaires à temps complet (12%), de dons et legs (3,1%) et de diverses sources de financement. Les 25 000 étudiants étrangers qui fréquentent les sept universités, instituts et écoles supérieures du Québec (7,5% au baccalauréat et 18% au doctorat) paient des frais majorés, variant de 7 460 à 9 000 euros par année.

Or, la politique de quasi-gratuité québécoise est fortement ébranlée ces jours-ci, puisque le gouvernement a d'ores et déjà annoncé son intention d'augmenter dès 2012 les frais de scolarité, tout en améliorant l'accès aux prêts et aux bourses. A l'heure actuelle, 39% des étudiants universitaires peuvent compter sur des prêts et des bourses, dont le montant moyen se situe autour de 3 400 euros par année. Malgré tout, la majorité des étudiants québécois terminent leurs études avec une dette moyenne de 11 200 euros. Dans le reste du Canada, la dette étudiante en fin d'études s'élève à 19 400 euros.

Une politique contestée

Ce n'est pas tant en raison du modèle américain que le financement des universités défraie aujourd'hui la chronique au Québec. La pression provient du reste du Canada, où les frais déboursés par les étudiants permettent de financer jusqu'au tiers du budget des universités. Dans les autres provinces, il faut allonger en moyenne 4 132 euros par année pour mettre le pied à l'université, et jusqu'à 4 400 euros en Ontario, la province voisine du Québec. Pour ces raisons, les universités québécoises craignent de perdre du terrain face à leurs consœurs canadiennes. Ces dernières sont d'ailleurs beaucoup plus performantes en matière de recherche et de développement, si l'on se fie au nombre de brevets et de licences déposés.

La création de « spin-offs » compte pour beaucoup dans l'évaluation de la contribution des institutions d'enseignement supérieur à la richesse collective. Or à ce chapitre, les universités québécoises sont en queue de peloton face au reste du Canada. Le dépôt de licences et de brevets n'y a augmenté que de 17% en dix ans, alors qu'il a plus que doublé en Ontario et s'est accru de 70% dans les autres provinces.

Au grand dam des étudiants, les universités soutiennent, chiffres à l'appui, qu'il n'y a pas de lien direct entre les frais de scolarité exigés et l'accès aux études universitaires. En effet, malgré des frais de scolarité moindres, le taux d'obtention d'un baccalauréat au Québec ne dépasse pas 21,7%, mais atteint 26% en Ontario, là où les études sont les plus onéreuses. ■